



Pas une violence sexiste et sexuelle sur nos lieux de travail ni ailleurs

Le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, est l'occasion de dénoncer les violences sexistes et sexuelles en France comme dans le reste du monde. Nous manifestons notre solidarité internationale avec toutes les femmes, les enfants, et les minorités de genre qui subissent les pires exactions du fait des, violences de genre, des conflits armés, des nettoyages ethniques ou encore des régimes intégristes qui les excluent des droits les plus élémentaires. C'est aussi l'occasion d'exprimer notre soutien aux femmes qui se soulèvent pour leur liberté et pour des sociétés plus justes, égalitaires et démocratiques.

Les violences faites aux femmes, aux enfants sont systémiques et constitutives des sociétés patriarcales qui maintiennent les rapports de domination et de coercition faute de politiques volontaristes et de moyens pour les éradiquer. Elles se structurent dans un continuum : dénigrement, agissements sexistes, agressions, viols, crimes ; et sont présentes dans toutes les classes sociales et les secteurs (dans la rue, au travail, à l'Ecole...).

De ce fait, les gouvernements, dont la France, doivent impérativement déployer un plan global, ambitieux et financé au risque que les déclarations d'intention ne se concrétisent jamais en actes. Dans ce contexte, une loi cadre serait indispensable pour repenser le système en profondeur : de la détection, à la protection et à la réponse pénale.

Selon l'étude Virage de l'Ined, les femmes fonctionnaires sont sur-représentées parmi les victimes de violences au travail et les hiérarchies sur-représentées aussi parmi les agresseurs.

Etat des lieux des violences sexistes et sexuelles en France

1 femme sur 2 a déjà subi une violence sexuelle,

213 000 femmes victimes de violences physiques ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint dont 844 féminicides depuis 2017

450 enfants sont victimes de violences sexuelles tous les jours,

85% des personnes trans sont agressées au cours de leur vie,

94 000 femmes victimes de viols par an dont 8000 sur le lieu de travail

30% de femmes déclarent avoir déjà été harcelées ou agressées sexuellement sur leur lieu de travail. **40% d'entre elles** estiment que la situation s'est réglée en leur défaveur quand elles en ont parlé à leur hiérarchie.

160 000 enfants victimes de violences sexuelles par an, majoritairement des filles.

1 femme sur 6 entre dans la sexualité par un rapport non consenti et non désiré,

80% des femmes en situation de handicap ont été victimes de violences

Le ministère de l'Education nationale n'est pas épargné et malgré un plan d'action existant depuis trois ans, les avancées ne sont pas suffisantes. La détermination sans faille des organisations syndicales a permis d'obtenir un dispositif de recueil et de traitement des signalements des actes de violences et de discriminations au niveau de la centrale comme dans les académies. Les organisations syndicales ont arraché la prise en compte des violences conjugales dans ce dispositif. Elles poursuivront leurs actions pour rendre ce levier complètement opérationnel afin que chaque agent.e victime ou témoin puisse le saisir sur l'ensemble du territoire.

Malgré le rôle décisif de l'Ecole dans la prévention, la détection, et la prise en charge des violences sexistes et sexuelles, le ministère est loin d'être à la hauteur de cet enjeu. Nos organisations syndicales revendiquent des campagnes de sensibilisation à destination des élèves, des modules de lutte contre les stéréotypes et l'effectivité des heures annuelles

d'éducation à la sexualité et à l'égalité dispensées par des personnels formés. Nous revendiquons également une meilleure prise en charge par l'institution des violences sexistes et sexuelles dont sont victimes les élèves.

Par ailleurs, le milieu de l'enseignement supérieur n'est pas épargné par ces violences qui se traduisent par d'innombrables scandales révélés régulièrement et de très nombreuses victimes : le plan d'action du MESR est bien trop timide et s'apparente plus à une campagne de communication qu'à un plan ambitieux. Ce plan reste largement insuffisant en dotations financières non pérennes basées quasi uniquement sur des appels d'offre, en encadrement humain très précaire, en structures d'écoute encore trop basées sur la bonne volonté des président.es d'université, responsabilités très largement masculines.

Nos organisations syndicales CGT Educ'Action, Unsa Education, FSU, Sgen-CFDT, Sud Education, appellent à rejoindre les actions et les mobilisations organisées autour de la journée du 25 novembre.

Paris, le 17 novembre 2023